Son Excellence Ahmadou Ahidjo,

Président de la République fédérale du Cameroun

**«Voici enfin que l’Afrique se retrouve autour d’une table de famille »**

Majesté impériales, pour recevoir vos hôtes venues de tous les horizons d’Afrique, et sans doute pour être dignes de ce rendez-vous d’histoire, Addis-Abéba et pour tout le peuple glorieux de l’Ethiopie que vous incarnez, sont parés de la plus pure et de la plus légendaire hospitalité. Vous nous avez accueillis, tous autant que nous sommes et ce que nous sommes, les bras et le cœur ouverts.

Permettez-moi d’exprimer, après d’autres distingués chefs d’Etat, combien nous sommes sensibles à cette accueil et de dire combien notre peuple dont nous vous apportons le salut, sera reconnaissant au vôtre de l’agréable et fraternel séjour que nous aurons passé sur votre sol.

Messieurs les chefs d’Etat et de gouvernement, nous sommes venus à cette rencontre extraordinaire d’Addis-Abéba avec la conviction qu’elle doit et va marquer une étape importante décisive, sur le chemin de notre marche vers la liberté, vers l’édification de l’Unité africaine. Le concept de l’unité est sans conteste l’aspiration la plus noble, la plus profonde qui traverse et anime à présent notre continent. Les populations originaires de l’Afrique sont, de toute l’histoire des hommes, celles qui ont été le plus longtemps assujetties par l’étranger, humiliées, morcelées, exploitées.

Ainsi, pour elles, toute réhabilitation ne sera jamais complète et totale, autant qu’elles auraient réparé cette tragique période de division imposée par les conquêtes coloniales. La preuve naturelle en est que cette aspiration à l’unité a figuré et figure sur les programmes de tous les partis africains nationalistes qui ont milité ou militent encore pour la libération de leurs territoires. Cette revendication a été et demeure générale, au point d’être devenue un défi continental que l’histoire nous impose de relever. Nous ne pouvons logiquement dénoncer l’étranger de nous avoir morcelé, ni continuer de regretter cette division, si, rendus maîtres de notre destin, nous nous montrons incapables de reconstituer cette unité.

A ces raisons d’ordre sentimental s’en ajoutent d’autres, plus impératives, imposées par l’économie, la technique et la politique, en un mot, l’évolution actuelle du monde.

Est-ce donc par hasard que les deux plus grandes puissances du globe sont de nos jours, à part la Chine continentale et l’Inde, les deux plus fortes concentrations de masses humaines, et partant de potentiel industriel et technique? Et qui pourrait nier que les affaires du monde subissent, bon gré mal gré, l’influence de cette Chine, forte de ces 650 millions d’habitants? Est-ce par hasard que l’Europe elle-même, consciente et surprise des étonnants succès de notre époque qui commencent à lui échapper et s’astreignant à une introspection, s’est mise fébrilement à une construction qui s’opère, malgré ses propres difficultés? Ainsi les raisons du cœur, de l’esprit, de l’intérêt, en définitive de la survie, se rencontrent pour commander à l’Afrique de s’unir si elle veut faire entendre sa voix dans la détermination du sort de notre planète.

Mais définir cet objectif, c’est prendre conscience *ipso facto* de l’importance de l’enjeu, prendre conscience de la complexité de la réalité pratique de l’Afrique d’aujourd’hui, et presque dresser l’inventaire des difficultés qu’ils nous faut surmonter pour faire aboutir et triompher notre idéal. Il nous faut d’abord faire le point de cette Afrique en marche entre les Africains, réaliser le chemin parcouru dans la liberté recouvrée, puis coordonner et harmoniser notre pas sur le parcours qui reste, et qui sera déterminant pour notre progression dans ce monde, à présent dangereux parce que pleins d’embûches. Il nous faut prendre au préalable les précautions indispensables pour nous assurer toutes les chances de succès au départ. Il nous faut, comme toujours être africains, avoir purifié nos cœurs par une explication franche, loyale et fraternelle. Il nous faut provoquer une adhésion unanime, sans arrière-pensée, expurgée de toute méfiance, ce poison mortel auquel ne peut résister aucune organisation. Ce n’est pas, j’en suis persuadé, trahir notre idéal d’unité que de constater et de regretter que l’Afrique d’aujourd’hui n’a guère su s’unir dans sa volonté de libération, se présente, au moins dans sa partie libérée, divisée à la face du monde. Comment ne pas penser que ce clivage, même quand il n’était pas forcément antagoniste, a pu diminuer notre audience et attrister nos amis, ceux qui avaient foi en nous et espéraient que notre apparition sur scène international apporterait, avec le sceau de notre union sans fissure, le message d’un monde nouveau, celui qui ignore la haine et l’opposition, cultive l’amour et la fraternité.

Il n’est que normal, dès lors, que nous considérions attentivement, et j’espère que vous permettrez de le faire très brièvement, nos actuel rapports réciproques. Ce sera ainsi s’atteler à notre commune, fraternelle et définitive réconciliation que de rechercher de dénoncer les causes des multiples difficultés qui, par le passé, ont nui aux relations réciproques entre nos Etats. On ne saurait supporter, même pour un très court terme, quelque projet de construction africaine si à coté de nous, tout près de nous, d’autres africains, nos frères, plient encore sous le joug du colonialisme le plus rétrograde, acculé à ce dernier retranchement et bénéficiant de complicités de ceux qui ne pardonnent pas à l’histoire de suivre son cours.

Comment, en effet, parler de l’Unité africaine sans une pensée vers l’extrême Sud de notre continent où se joue une tragédie des plus attristantes? Si elle concerne désormais la conscience universelle toute entière parce qu’elle constitue un défi aux Droit de l’Homme, elle est surtout une autre ombre et une provocation sans nom envers la dignité de chaque fils de l’Afrique. Mais, en fait, comment nous présentons-nous?, malgré une volonté tendue vers l’unité, bien différents en réalité. Différents par les cultures qui nous ont été léguées par nos anciens colonisateurs, différents par le mode de libération de chacun de nos Etats, différents par les structures économiques ou par l’organisation institutionnelle de nos nations. Différents aussi par les amitiés que nous avons contractées les uns avec les autres, lesquelles n’ont pas manqué d’influer sur notre comportement ou notre manière de voir les choses.

Il s’en est suivi, comme il était normal, une approche parfois différente des problèmes fondamentaux des leurs, ainsi qu’une vision imparfaite ou erronée de la situation interne des voisins. Il s’en est suivi, même quelquefois, des incompréhensions. Il s’en est suivi aussi des impatiences ou d’ardeur d’agir avec l’intention droite ou fausse d’aider.

Bref tous ces facteurs nous ont éloignés de cette vertu première qu’est la tolérance sans laquelle ne sont possible ni cohabitation ni coopération. La réalité africaine actuelle nous impose donc de nous accepter les uns les autres tels que nous sommes, d’en tenir rigoureusement compte et d’essayer de nous comprendre. Evoquer ces questions, même en les posant de cette façon liminaire dont je vous prie de m’excuser, c’est aborder le débat.

Le principe d’unité politique est un concept, précis et large à la fois, qui recouvre en fait les réalités variées; elle peut aller de la forme institutionnelle à la simple consultation, ou concerter en passant par l’entente conventionnel. Au reste, en cette matière, nous avons besoin de toute notre intelligence, de notre vigilance, de circonspection. Jamais en aucun autre domaine, il ne nous faut autant nous méfier de la hâte et de l’enthousiasme, naturellement exaltants de nos actuelles retrouvailles fraternelles.

L’Afrique d’aujourd’hui nous offre, au demeurant, depuis quelques années, un éventail riche d’expériences aussi diverses qu’instructives, soit de groupement d’Etats africains entre eux sur une base régionale, soit d’Etats africains avec d’autres Etats non africains. Notre continent connaît en effet à cette époque une période de croissance de très grande intensité. En nous lançant définitivement dans la construction de l’Unité, sachons des chances à ces évolutions et préserver nos peuples des conséquences nécessairement néfastes, d’actes qui, même inspirés par notre bonne volonté, pourraient être des traumatismes au déroulement normal de ces évolutions. La nature et les événements sont têtus, ils acceptent peu de céder sans douleur aux perturbations hétérogènes. Nous devons voir large et couvrir du regard l’ensemble de tout ce qui s’entreprend de semblable sur notre planète. Les exemples abondent. Une inspiration intelligente ne saurait nuire à l’originalité qui nous tient tant à cœur et que nous devons offrir au monde.

 D’accord que nous sommes sur le fond de la question. Il nous reste à déterminer la forme à donner à notre unité. Il s’agit d’abord et avant tout d’option fondamentale. Option dans les principes politiques, option aussi dans les orientations économiques. Sur les autres domaines plutôt techniques, la coopération paraît plus aisée. Or, pour être réaliste sur la base du visage politique de l’Afrique que je viens d’esquisser, l’organisation que nous pouvons donner à l’Unité africaine doit être d’une grande souplesse. Toute forme institutionnelle rigide nous semble à présent prématurée. Ainsi pour le moment, ni fédération, ni confédération. Il ne saurait s’agir à notre avis, de faire table rase de tout ce qui existe déjà. Ce qu’il faut immédiatement institutionnaliser, c’est la rencontre périodique de tous les chefs d’Etats d’Afrique. Elle aurait pour tâche de confronter les expériences et de décider les options, d’harmoniser les politiques, d’uniformiser les décisions sur les affaires principales d’intérêt continental ou requérir une position commune face à l’opinion internationale. Il s’entend bien qu’instituer pour l’Afrique et les Africains cette Conférence ne saurait grouper que des chefs d’Etats ou de gouvernement originaires d’Afrique. Le test d’une telle unité serait au premier chef la manifestation de notre action sur le plan extérieur et notamment dans les différends internationaux. Il s’en suit que les positions étant harmonisées au cours des conférences au Sommet, il y ait lieu d’officialiser, voire institutionnaliser, les groupes africains de rencontre qui se forment souvent aux seules fins de consultation dans les différentes institutions internationales, à l’ONU et organisations spécialisées ou autres.

 Mais encore une fois, pour que cela soit viable, il faudrait nous mettre d’accord sur certains principes fondamentaux. Il faudrait que nous nous acceptions les uns les autres tels que nous sommes. Il nous faut souscrire à l’égalité de tous nos Etats quels qu’ils soient et quelles qu’en soient les dimensions et la population. Il nous faut accepter la souveraineté de tous et de chacun, son droit absolu d’exister comme Etat souverain selon les aspirations de ses habitants. Cela suppose le respect total du voisin en s’abstenant d’intervenir dans ses affaires internes, d’engendrer ou de tenter d’y entretenir la subversion ouvertement ou adroitement. Plus encore sur le plan économique que sur le plan politique, l’Unité africaine nous apportera le salut. Face aux efforts d’entente et des concentrations gigantesques qui se sont constitués ou se constituent de nos jours, lequel de nos pays est en mesure de se défendre seul? Tributaires en général des fluctuations des cours mondiaux, nos économies peinent sur la pente ardue du développement et de l’industrialisation.

 Il faut reconnaître que, dans ce qu’on appelle le tiers monde, nous figurons parmi les plus déshérités : cela démontre la nécessité plus que jamais pour nous, de nous organiser et de nous grouper. Il est évident que la somme de nos productions, pour primaire qu’elle soit, constitue une proportion considérable dans l’ensemble de la consommation mondiale et que la voie d’un groupement à notre échelle empruntera une autre portée et une autre résonnance.

 Certes, je n’oublie pas que certains Etats ont amorcé sur le plan immédiatement régional, la mise en place d’organisation à caractère économique. Je n’oublie pas non plus qu’un certain nombre d’entre nous ont déjà souscrit à une association avec des organisations économiques extra africaines dont les avantages sont incontestables pour la période de démarrage, particulièrement de nos économies. Ce n’est pas ici le lieu de faire le procès de tendance. La vérité au fond, c’est qu’il faut voir loin, il faut voir à longue échéance. Nous sommes convaincus que les diverses expériences en cette matière, là comme en toute autre, ne sont que des étapes sur la voie laborieuse et difficile, dont nous ne verrons le bout qu’après de patients efforts. Ce qu’il faut, c’est persévérer en procédant à l’agrandissement et à l’harmonisation des cercles concentriques mis en place, il nous faut arriver à l’étape ultime. L’Afrique jouit en ce domaine, contrairement au démarrage d’expériences analogues ailleurs, d’une situation favorable. Elle n’est qu’à son début d’industrialisation. Elle écarte ainsi d’emblée, les obstacles de sacrifices difficiles à accepter, de renonciation à des surprix définis ou à des marchés jusque-là fermés ou protégés. Au contraire, une harmonisation des plans de développement peut faciliter la spécialisation des Etats en matière de production industrielle et éviter dans le même espace économique créé, l’implantation d’installations concurrentes. Ceci suppose une coopération des unions régionales existantes et l’élargissement de l’espace économique à l’échelle du continent. Cela suppose surtout une reconversion des esprits et la détermination à nous procurer à meilleur compte chez nous et entre nous, ce que souvent nous importons de l’extérieur en des termes d’échange préjudiciables.

 L’expérience a montré, combien il est difficile d’arriver rapidement à une intégration politique. Ainsi, pour préserver les chances d’une telle organisation de coopération économique, celle-ci pourrait faire l’objet d’un traité à part.

 En dépit des ilots qui demeurent encore ici et là, la décolonisation est définitivement gagnée. Une autre grande bataille commence, qui marquera cette seconde moitié du XXème siècle : la libération économique du tiers monde. C’est ce qu’a parfaitement compris la 17ème session de l’Assemblée générale des Nations Unies, qui s’est préoccupée des perspectives d’une conférence internationale sur le commerce. Il est normal, dès lors, que l’Afrique aussi mobilise et apprête ses forces, tant il est vrai que nous avons beaucoup à défendre. Dans l’enrichissement du monde notre continent peut revendiquer une large contribution non seulement en matières premières, mais jusqu’à la sueur et au sang de ses fils qui ont fécondé d’autres parties du monde où se sont bâties depuis, des fortunes colossales, des puissances agricoles ou industrielles gigantesques. Ce que nous exigeons à présent, ce n’est point une illusoire et impossible réparation du passé, mais une juste rémunération de nos matières premières et la stabilisation de cours. Ce que nous exigeons c’est le rétablissement de termes d’échange qui ne soient plus préjudiciables que d’un seul côté: le nôtre. Il faut qu’il soit sûr et cela en accord avec nos autres partenaires du tiers monde que nous sommes déterminés à ne plus subir. Enfin, l’époque où nous vivons a prouvé que nos relations, malgré notre bonne volonté et notre désir d’unité, n’étaient pas toujours sans nuages. Cette organisation que nous aurions mise en place serait vite menacée de désintégration si elle ne prévoyait un mode de règlement en son sein des différends qui viendraient à surgir entre ses membres. En ce domaine également, existent des exemples dont nous pourrions utilement nous inspirer. Il y a déjà des juridictions comme la Cour Internationale dont nos Etats sont membres. Une commission de conciliation pourrait être instituée, pour connaître de nos différends internes et statuer comme première juridiction. Les conflits qui n’auraient pu être réglés par cette commission de conciliation seraient portés devant la Cour internationale de Justice de La Haye. Il reste aussi la coopération dans les domaines autres que politique et économique que je viens d’évoquer; il existe, dans le cadre des groupements déjà mis en place, des organismes spécialisés en matière de défense, de transport ou de télécommunications. A défaut d’une fusion qui nous paraît actuellement difficile, ou simplement prématurée, il pourrait être envisagé une consultation périodique entre conseil directeur ou exécutif, afin de parvenir à une harmonisation et à une intégration ultérieures. Ainsi s’amorcera, dans tous les domaines, une coopération progressive et étroite, lente mais efficace, vers l’achèvement d’une unité fortement structurée, parce qu’elle aura laissé le temps aux diverses expériences en cours de mûrir, de se décanter par elles-mêmes et de retrouver la voie normale vers leur finalité inéluctable.

Messieurs les chefs d’Etats et de gouvernement,

Deux modes de pensée, issus d’une même civilisation à laquelle la mécanisation à outrance a imprimé une dureté de fer, ont étreint le monde comme les deux mâchoires d’un étau, menaçant de l’asphyxier, que dis-je, de le broyer, de le pulvériser. N’est-ce pas que la Terre entière vit à présent dans la peur constante à la vue de ce ciel rougeoyant de sinistres éclairs qui annoncent que l’anéantissement total est désormais à portée de la main de l’homme et de son caprice? Etrange ironie de la matière qui nous découvre soudain qu’à force de s’acharner à la désintégrer nous glissons insensiblement sur la pente de notre propre autodestruction.

C’est pourquoi il faut que l’Afrique porte témoignage, il faut que monte haut la pensée africaine, celle qui clame avec des accents enchanteurs l’amour de l’homme qui rappelle que la meilleure exaltation sur terre n’est pas le cliquetis des armes. Après beaucoup de souffrances, d’efforts et de patience, voici enfin que l’Afrique se retrouve autour d’une table de famille. C’est le lieu de regretter qu’il ait des sièges vides qui attendent ce que l’étranger retient encore. Mais déjà nous comble d’espérance la conviction qu’ils seront bientôt présents, à côté de nous et avec nous, pour bâtir l’Afrique, notre mère.

Que Dieu nous illumine tous et que le fruit de nos travaux soit tel qu’il soit salué par les générations futures comme une contribution importante à l’édification d’un monde où notre continent ait sa place, une place de choix.